

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

GATS/SC/46/Suppl.1

28 juillet 1995

(95-2227)

Commerce des services

JAPON

Liste d'engagements spécifiques

Supplément 1

(Seul le texte anglais fait foi)

Le texte ci-joint remplace la section relative aux services financiers qui figure aux pages 45 à 56 du document GATS/SC/46.

JAPON - LISTE D'ENGAGEMENTS SPECIFIQUES

| Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques | | | |
|---|---|---|--------------------------|
| Secteur ou sous-secteur | Limitations concernant l'accès aux marchés | Limitations concernant le traitement national | Engagements additionnels |
| <p>7. SERVICES FINANCIERS</p> <p>Le Japon souscrit ses engagements spécifiques en matière de services financiers non seulement conformément à la Partie III du présent accord et à l'Annexe sur les services financiers mais également conformément au Mémorandum d'accord sur les engagements relatifs aux services financiers (ci-après dénommé le "Mémorandum", qui est joint à la présente liste et qui en fait partie intégrante). Ainsi, les engagements au titre du Mémorandum dans le secteur des services financiers viennent s'ajouter à ceux qui sont couverts par les dispositions de la Partie III du présent accord et de l'Annexe sur les services financiers.</p> <p>Pour des raisons prudentielles au titre du paragraphe 2 a) de l'Annexe sur les services financiers, il ne sera pas interdit au Japon de prendre certaines mesures, par exemple limitations non discriminatoires des formes juridiques de présence commerciale. Pour les mêmes raisons, il ne sera pas interdit au Japon d'appliquer des limitations non discriminatoires concernant l'admission sur le marché de nouveaux services financiers, limitations qui seront conformes au cadre réglementaire qui a pour but d'atteindre ces objectifs prudentiels. Ainsi, les maisons de titres sont autorisées à négocier les titres définis dans la législation japonaise en la matière, tandis que les banques n'y sont pas autorisées sauf conformément à ladite législation.</p> <p>En ce qui concerne les engagements spécifiques dans le secteur des services financiers, les services fournis sur le territoire d'un Membre autre que le Japon à un consommateur au Japon, sans qu'il y ait marketing actif de la part du fournisseur de services, sont censés être fournis conformément au paragraphe 2 b) de l'article premier du présent accord.</p> | | | |
| <p><u>A. Services d'assurance et services connexes</u></p> | <p>Les engagements spécifiques figurant dans la colonne "accès aux marchés" s'agissant de la fourniture d'un service dans les conditions prescrites au paragraphe 2 a) et b) de l'article premier du présent accord ne sont pas consolidés, à l'exception des obligations au titre des paragraphes 3 et 4 du Mémorandum qui sont contractées dans ce secteur en sus de celles couvertes par les dispositions de la Partie III du présent accord et de l'Annexe sur les services financiers, sous réserve des conditions ci-après:</p> | | |

JAPON (suite)

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

| Secteur ou sous-secteur | Limitations concernant l'accès aux marchés | Limitations concernant le traitement national | Engagements additionnels |
|-------------------------|--|---|--------------------------|
| | <p>1) Présence commerciale en principe obligatoire pour les contrats d'assurance portant sur les objets suivants et toute responsabilité qui en résulte:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) marchandises transportées sur le territoire japonais b) navires et aéronefs immatriculés au Japon <p>Les opérations d'assurance transfrontières dans le cas des navires immatriculés au Japon qui sont utilisés pour le transport maritime international et dans celui des aéronefs immatriculés au Japon seront libéralisées fin juin 1996</p> <p>L'assurance responsabilité civile obligatoire des véhicules automobiles doit être réassurée à concurrence de 60 pour cent auprès du secteur public</p> <p>Les services d'assurance ne peuvent être fournis par le biais d'un intermédiaire établi au Japon</p> | <p>1) Néant</p> | |

JAPON (suite)

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

| Secteur ou sous-secteur | Limitations concernant l'accès aux marchés | Limitations concernant le traitement national | Engagements additionnels |
|-------------------------|---|---|--------------------------|
| | <p>2) Présence commerciale en principe obligatoire dans le cas des contrats d'assurance portant sur les objets suivants et toute responsabilité qui en résulte:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) marchandises transportées sur le territoire japonais b) navires et aéronefs immatriculés au Japon <p>Les opérations d'assurance transfrontières dans le cas des navires immatriculés au Japon qui sont utilisés pour le transport maritime international et dans celui des aéronefs immatriculés au Japon seront libéralisées fin juin 1996</p> <p>L'assurance responsabilité civile obligatoire des véhicules automobiles doit être réassurée à concurrence de 60 pour cent auprès du secteur public</p> <p>Les services d'assurance ne peuvent être fournis par le biais d'un intermédiaire établi au Japon</p> | 2) Néant | |

JAPON (suite)

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

| Secteur ou sous-secteur | Limitations concernant l'accès aux marchés | Limitations concernant le traitement national | Engagements additionnels |
|-------------------------|---|---|--------------------------|
| | 3) L'établissement d'une présence commerciale en tant que courtiers d'assurance sera interdit jusqu'à fin juin 1996 L'assurance responsabilité civile obligatoire des véhicules automobiles doit être réassurée à concurrence de 60 pour cent auprès du secteur public La fourniture de services d'intermédiation en assurance est interdite dans le cas des contrats d'assurance conclus par un fournisseur de services d'assurance qui n'est pas agréé au Japon | 3) Les compagnies étrangères d'assurance sur la vie seront tenues jusqu'à fin juin 1996 de conserver en yen un montant correspondant à leurs réserves techniques et à leurs réserves pour sinistres relatives aux polices d'assurance libellées en yen au Japon Comme indiqué sous "Engagements horizontaux" | |
| | 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" | 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" | |

JAPON (suite)

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

| Secteur ou sous-secteur | Limitations concernant l'accès aux marchés | Limitations concernant le traitement national | Engagements additionnels |
|---|--|---|--------------------------|
| B. <u>Services bancaires et autres services financiers</u> (à l'exclusion des services d'assurance et services connexes) | <p>Les engagements spécifiques figurant dans la colonne "accès aux marchés" s'agissant de la fourniture d'un service dans les conditions prescrites au paragraphe 2 a) et b) de l'article premier du présent accord ne sont pas consolidés, à l'exception des obligations au titre des paragraphes 3 et 4 du Mémoire d'entente qui sont contractées dans ce secteur en sus de celles couvertes par les dispositions de la Partie III du présent accord et de l'Annexe sur les services financiers, sous réserve des conditions ci-après:</p> <p>1) Présence commerciale obligatoire pour les services de gestion d'investissements</p> <p>2) Les dépôts à l'étranger et les contrats de fiducie libellés en devises étrangères et dont le montant total dépasse 100 millions de yen, ainsi que ceux qui sont libellés en yen, sont subordonnés à autorisation. Les sociétés commerciales qui répondent aux normes fixées par le Ministère des finances en matière de compétences internes pour les questions juridiques, la gestion des risques et la gestion financière peuvent obtenir une autorisation valable pour une durée indéterminée s'agissant des dépôts à l'étranger libellés en devises</p> | <p>1) Néant</p> <p>2) Néant</p> | |

JAPON (suite)

| Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques | | | | |
|--|--|---|--------------------------|--|
| Secteur ou sous-secteur | Limitations concernant l'accès aux marchés | Limitations concernant le traitement national | Engagements additionnels | |
| | <p>étrangères et d'un montant de plus de 100 millions de yen, effectués pour investissement de portefeuille, sous réserve uniquement d'une notification <u>a posteriori</u>.</p> <p>Les services de transactions en capital énumérés ci-dessous peuvent être fournis par l'entremise de banques établies au Japon et autorisées à faire des opérations de change; dans les autres cas, ils sont en principe subordonnés à autorisation préalable:</p> <p>a) Opérations:</p> <p>i) sur instruments de paiement, chèques et effets par exemple;</p> <p>ii) sur devises; et</p> <p>iii) sur produits dérivés lorsqu'elles impliquent des transactions directes en devises, par exemple les options au comptant sur devises.</p> | | | |

JAPON (suite)

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

| Secteur ou sous-secteur | Limitations concernant l'accès aux marchés | Limitations concernant le traitement national | Engagements additionnels |
|-------------------------|---|---|--------------------------|
| | <p>Les sociétés commerciales sont exemptées de l'obligation d'obtenir une autorisation et peuvent investir dans tous les produits dérivés cotés sur des bourses étrangères pour leur propre compte, sous réserve uniquement d'une notification <u>a posteriori</u></p> <p>Les sociétés commerciales qui répondent aux normes fixées par le Ministère des finances en matière de compétences internes pour les questions juridiques, la gestion des risques et la gestion financière sont exemptées de l'obligation d'obtenir une autorisation et peuvent investir dans des contrats à terme d'instruments financiers et des options cotés sur des bourses étrangères pour leur propre compte, sous réserve uniquement d'une notification <u>a posteriori</u></p> <p>b) Formules spéciales de règlement, par exemple compensation et toute autre formule par laquelle un résident ou bien effectue un paiement pour le compte d'un</p> | | |

JAPON (suite)

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

| Secteur ou sous-secteur | Limitations concernant l'accès aux marchés | Limitations concernant le traitement national | Engagements additionnels |
|-------------------------|---|--|---|
| | <p>non-résident à un autre résident, ou bien reçoit un paiement effectué par un autre résident pour le compte d'un non-résident</p> <p>c) Swaps</p> <p>3) La présence commerciale pour les services de gestion d'investissements doit être assurée par une personne morale établie au Japon</p> | <p>3) Le régime d'assurance des dépôts ne couvre pas ceux qui sont confiés à des succursales de banques étrangères</p> <p>Comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p> | <p>3) En ce qui concerne les actifs des caisses de pensions de salariés qui, selon la détermination du Ministre de la santé et de la protection sociale, peuvent être gérés par des fournisseurs de services de gestion d'investissements, le Japon a supprimé la</p> |

JAPON (suite)

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

| Secteur ou sous-secteur | Limitations concernant l'accès aux marchés | Limitations concernant le traitement national | Engagements additionnels |
|-------------------------|--|--|--|
| | 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" | 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" | distinction entre les fonds nouveaux ¹¹ et les actifs autres les fonds nouveaux |

11 Les fonds nouveaux sont des actifs consistant principalement en primes accumulées par une caisse après le jour où elle est habilitée par le Ministre de la santé et de la protection sociale à élargir ses moyens de gestion d'actifs en y incluant les services de gestion d'investissements.

MEMORANDUM D'ACCORD SUR LES ENGAGEMENTS RELATIFS AUX SERVICES FINANCIERS

Les participants au Cycle d'Uruguay ont été habilités à prendre des engagements spécifiques au sujet des services financiers dans le cadre de l' Accord général sur le commerce des services (ci-après dénommé l' "Accord") sur la base d'une approche différente de celle qui est prévue dans les dispositions de la Partie III de l' Accord. Il a été convenu que cette approche pourrait être appliquée étant entendu:

- i) qu'elle n'entre pas en conflit avec les dispositions de l' Accord;
- ii) qu'elle ne préjudicie pas au droit de tout Membre d' inscrire ses engagements spécifiques dans une Liste conformément à l' approche prévue à la Partie III de l' Accord;
- iii) que les engagements spécifiques qui en résulteront s' appliqueront sur une base NPF;
- iv) qu'elle ne fait pas présumer du degré de libéralisation qu' un Membre s' engage à assurer en vertu de l' Accord.

Les Membres intéressés, sur la base de négociations, et sous réserve de conditions et restrictions dans les cas où cela est spécifié, ont inscrit des engagements spécifiques dans leurs Listes conformément à l' approche décrite ci-après.

A. *Statu quo*

Toutes conditions, limitations et restrictions aux engagements indiqués ci-après seront limitées aux mesures non conformes existantes.

B. *Accès aux marchés*

Droits monopolistiques

1. Outre l' article VIII de l' Accord, les dispositions ci-après seront d' application:

Chaque Membre indiquera dans sa Liste en rapport avec les services financiers les droits monopolistiques existants et s' efforcera de les éliminer ou d' en réduire la portée. Nonobstant l' alinéa 1 b) de l' Annexe sur les services financiers, le présent paragraphe s' applique aux activités visées à l' alinéa 1 b) iii) de l' Annexe.

Services financiers achetés par des entités publiques

2. Nonobstant l' article XIII de l' Accord, chaque Membre fera en sorte que les fournisseurs de services financiers de tout autre Membre établis sur son territoire bénéficient du traitement de la nation la plus favorisée et du traitement national en ce qui concerne l' achat ou l' acquisition de services financiers par des entités publiques du Membre sur son territoire.

Commerce transfrontières

3. Chaque Membre permettra aux fournisseurs non résidents de services financiers de fournir, en tant que commettant, par l'intermédiaire d'un mandataire ou en tant que mandataire, et suivant des modalités et à des conditions qui accordent le traitement national, les services suivants:

- a) assurance contre les risques en rapport avec:
 - i) le transport maritime, le transport aérien commercial, le lancement d'engins spatiaux et le transport effectué par ces engins (y compris les satellites), cette assurance couvrant la totalité ou une partie des éléments ci-après: marchandises transportées, véhicule transportant les marchandises et toute responsabilité en découlant; et
 - ii) les marchandises en transit international;
- b) réassurance et rétrocession, et services auxiliaires de l'assurance visés à l'alinéa 5 a) iv) de l'Annexe;
- c) fourniture et transfert d'informations financières et traitement de données financières visés à l'alinéa 5 a) xv) de l'Annexe et services de conseil et autres services auxiliaires, à l'exclusion de l'intermédiation, en rapport avec les services bancaires et autres services financiers visés à l'alinéa 5 a) xvi) de l'Annexe.

4. Chaque Membre permettra à ses résidents d'acheter sur le territoire de tout autre Membre les services financiers indiqués:

- a) à l'alinéa 3 a);
- b) à l'alinéa 3 b); et
- c) aux alinéas 5 a) v) à xvi) de l'Annexe.

Présence commerciale

5. Chaque Membre accordera aux fournisseurs de services financiers de tout autre Membre le droit d'établir ou d'accroître sur son territoire, y compris par l'acquisition d'entreprises existantes, une présence commerciale.

6. Un Membre pourra imposer des modalités, conditions et procédures pour ce qui est d'autoriser l'établissement et l'accroissement d'une présence commerciale, pour autant que celles-ci ne tournent pas l'obligation incombant au Membre au titre du paragraphe 5 et qu'elles soient compatibles avec les autres obligations énoncées dans l'Accord.

Nouveaux services financiers

7. Un Membre permettra aux fournisseurs de services financiers de tout autre Membre établis sur son territoire d'y offrir tout nouveau service financier.

Transferts et traitement des informations

8. Aucun Membre ne prendra de mesures qui empêchent les transferts d'informations ou le traitement d'informations financières, y compris les transferts de données par des moyens électroniques, ou qui, sous réserve des règles d'importation conformes aux accords internationaux, empêchent les transferts d'équipement, dans les cas où de tels transferts d'informations, un tel traitement d'informations financières ou de tels transferts d'équipement sont nécessaires à un fournisseur de services financiers pour la conduite de ses affaires courantes. Aucune disposition du présent paragraphe ne restreint le droit d'un Membre de protéger les données personnelles, la vie privée et le caractère confidentiel des dossiers et comptes personnels pour autant que ce droit ne soit pas utilisé pour tourner les dispositions de l'Accord.

Admission temporaire de personnel

9. a) Chaque Membre permettra l'admission temporaire sur son territoire du personnel ci-après d'un fournisseur de services financiers de tout autre Membre qui établit ou a établi une présence commerciale sur le territoire du Membre:
- i) cadres de direction supérieurs en possession des informations exclusives indispensables à l'établissement, au contrôle et à l'exploitation des services du fournisseur de services financiers; et
 - ii) spécialistes des opérations du fournisseur de services financiers.
- b) Chaque Membre autorisera, sous réserve de la disponibilité de personnel qualifié sur son territoire, l'admission temporaire sur son territoire du personnel ci-après associé à la présence commerciale d'un fournisseur de services financiers de tout autre Membre:
- i) spécialistes des services informatiques, des services de télécommunication et des questions comptables du fournisseur de services financiers; et
 - ii) spécialistes des questions actuarielles et juridiques.

Mesures non discriminatoires

10. Chaque Membre s'efforcera d'éliminer ou de limiter tout effet préjudiciable notable pour les fournisseurs de services financiers de tout autre Membre:
- a) des mesures non discriminatoires qui empêchent les fournisseurs de services financiers d'offrir sur le territoire du Membre, sous la forme déterminée par le Membre, tous les services financiers autorisés par le Membre;
 - b) des mesures non discriminatoires qui limitent l'expansion des activités des fournisseurs de services financiers sur l'ensemble du territoire du Membre;
 - c) des mesures d'un Membre, lorsque ce Membre applique les mêmes mesures à la fourniture à la fois de services bancaires et de services liés aux valeurs mobilières, et qu'un fournisseur de services financiers de tout autre Membre concentre ses activités sur la fourniture de services liés aux valeurs mobilières; et

- d) d'autres mesures qui, bien que respectant les dispositions de l' Accord, portent préjudice à la capacité des fournisseurs de services financiers de tout autre Membre d'opérer, de participer à la concurrence sur le marché du Membre ou d'y accéder;

à condition que des mesures prises en vertu du présent paragraphe n'établissent pas injustement une discrimination à l'égard des fournisseurs de services financiers du Membre qui prend ces mesures.

11. Pour ce qui est des mesures non discriminatoires visées aux alinéas 10 a) et b), un Membre s'efforcera de ne pas limiter ni restreindre le niveau existant des possibilités commerciales, ni les avantages dont bénéficient déjà sur le territoire du Membre les fournisseurs de services financiers de tous les autres Membres pris en tant que groupe, à condition que cet engagement n'entraîne pas une discrimination injuste à l'égard des fournisseurs de services financiers du Membre qui applique ces mesures.

C. *Traitement national*

1. Suivant des modalités et à des conditions qui accordent le traitement national, chaque Membre accordera aux fournisseurs de services financiers de tout autre Membre établis sur son territoire l'accès aux systèmes de règlement et de compensation exploités par des entités publiques ainsi qu'aux facilités de financement et de refinancement officielles disponibles au cours de transactions commerciales ordinaires. Le présent paragraphe n'a pas pour objet de conférer l'accès aux facilités du prêteur en dernier ressort du Membre.

2. Lorsque l'appartenance, la participation ou l'accès à un organisme réglementaire autonome, à une bourse ou un marché des valeurs mobilières ou des instruments à terme, à un établissement de compensation, ou à toute autre organisation ou association est exigé par un Membre pour que les fournisseurs de services financiers de tout autre Membre puissent fournir des services financiers sur une base d'égalité avec les fournisseurs de services financiers du Membre, ou lorsque le Membre accorde directement ou indirectement à ces entités des privilèges ou des avantages pour la fourniture de services financiers, le Membre fera en sorte que lesdites entités accordent le traitement national aux fournisseurs de services financiers de tout autre Membre résidant sur le territoire du Membre.

D. *Définitions*

Aux fins de la présente approche:

1. Un fournisseur non résident de services financiers est un fournisseur de services financiers d'un Membre qui fournit un service financier sur le territoire d'un autre Membre à partir d'un établissement situé sur le territoire d'un autre Membre, qu'il ait ou non une présence commerciale sur le territoire du Membre dans lequel le service financier est fourni.

2. L'expression "présence commerciale" s'entend d'une entreprise se trouvant sur le territoire d'un Membre pour la fourniture de services financiers et englobe les filiales dont le capital est détenu en totalité ou en partie, les coentreprises, les sociétés de personnes ("partnerships"), les entreprises individuelles, les opérations de franchisage, les succursales, les agences, les bureaux de représentation ou autres organisations.

3. Un nouveau service financier est un service de caractère financier, y compris tout service lié à des produits existants et à de nouveaux produits ou la manière dont un produit est livré, qui n'est fourni par aucun fournisseur de services financiers sur le territoire d'un Membre déterminé mais qui est fourni sur le territoire d'un autre Membre.